



Rapport 2022-DFIN-7

15 mars 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant la compensation des effets de la progression à froid

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport relatif à la compensation des effets de la progression à froid.

Conformément aux articles 40 al. 1 et 62a al. 1 de la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs (LICD) (RSF 631.1), les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant le revenu et la fortune des personnes physiques doivent être compensés périodiquement, mais au moins tous les trois ans, totalement ou partiellement, par une adaptation du barème et des déductions sociales.

1. Règles sur la progression à froid	1
2. Justification du rapport	1
3. Déductions sociales après compensation des effets de la progression à froid	1
4. Barèmes	2
5. Incidences financières	3
6. Proposition	3

1. Règles sur la progression à froid

La progression à froid est le phénomène de l'augmentation de la charge fiscale réelle, due à l'augmentation du revenu nominal et à l'application d'un barème fiscal rigide. L'augmentation de la charge fiscale résulte du passage dans un échelon supérieur du barème progressif sans qu'il y ait pour autant une amélioration réelle du pouvoir d'achat.

Il y a lieu de rappeler que les dispositions légales traitant de la compensation des effets de la progression à froid ont été modifiées en 2010, avec effet au 1^{er} janvier 2011. Depuis cette date, les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la fortune ainsi que les déductions sociales doivent être adaptés lorsque l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) a augmenté d'au moins 5% depuis la dernière adaptation, mais au moins tous les 3 ans.

2. Justification du rapport

La dernière adaptation des effets de la progression à froid a eu lieu en 2008, avec effet au 1^{er} janvier 2009. L'IPC de référence actuel est donc celui de décembre 2007, à savoir 102,6374 points. Si l'on compare cet indice avec celui de décembre 2021, lequel se monte à 103,8 points, on constate une augmentation de l'IPC de 1,1327%. Bien que la limite des

5% ne soit de loin pas atteinte, la règle qui demande une compensation au moins tous les 3 ans impose au Conseil d'Etat la rédaction du présent rapport. En effet, si l'on veut respecter le principe d'une adaptation au moins tous les 3 ans, il y a lieu de prévoir la rédaction d'un rapport en 2022 pour que les éventuelles modifications légales qui en résulteraient puissent entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

3. Déductions sociales après compensation des effets de la progression à froid

Le tableau suivant présente une comparaison entre les déductions sociales actuelles et celles après compensation des effets de la progression à froid sans et avec arrondi à la centaine la plus proche (à l'exception de la déduction modeste pour personne seule sans enfant qui est arrondie à la centaine supérieure pour des raisons de cohérence des déductions).

Si l'arrondi à la centaine la plus proche a pour conséquence de sur-corriger certains montants, le Conseil d'Etat préconise toutefois cette approche dans le but d'avoir une meilleure lisibilité. En effet, l'adaptation des déductions sans arrondi risquerait de nuire à la lisibilité de la loi pour le contribuable.

Genre de déduction	Déduction actuelle	Déduction avec adaptation sans arrondi	Déduction avec adaptation avec arrondi	
Déduction pour enfant/orphelin:				
- Premier et deuxième enfant (maximum)	8 500	8 596	8 600	
- Dès le troisième enfant (maximum)	9 500	9 608	9 600	
- Limite de revenu	62 000	62 702	62 700	
- Augmentation de la limite de revenu par enfant	10 000	10 113	10 100	
Personne nécessiteuse	1 000	1 011	1 000	
Apprenti ou étudiant	3 600	3 641	3 600	
	A noter que la déduction a été augmentée de 2 000 à 3 600 francs en 2020.			
Contribuable en fauteuil roulant	2 500	2 528	2 500	
Soins à domicile (montant max)	9 000	Le montant n'est pas adapté, car la déduction maximum pour les soins à domicile reste inchangée.		
Contribuable à revenu modeste:				
- Seul sans enfant	max. 4 000/seuil à 20 000	max. 4 045/seuil à 20 227	max. 4 100/seuil à 20 300	
- Marié ou seul avec enfant	max. 5 000/seuil à 24 000	max. 5 057/seuil à 24 272	max. 5 100/seuil à 24 300	
- Rentier seul sans enfant	max. 9 000/seuil à 24 000	max. 9 102/seuil à 24 272	max. 9 100/seuil à 24 300	
- Rentier marié ou seul avec enfant	max. 11 000/seuil à 30 000	max. 11 125/seuil à 30 340	max. 11 100/seuil à 30 300	
Fortune personne seule	<i>palier</i> <i>montant</i>	Les déductions applicables pour l'impôt sur la fortune ont été modifiées en 2021. Par conséquent, elles ne sont pas adaptées.		
	jusqu'à 75 000			55 000
	de 75 001 à 100 000			45 000
	de 100 001 à 125 000			35 000
	de 125 001 à 150 000			25 000
	de 150 001 à 175 000			15 000
	de 175 001 à 200 000			5 000
	dès 200 001	0		
Fortune personne mariée ou seule avec enfant		Les déductions applicables pour l'impôt sur la fortune ont été modifiées en 2021. Par conséquent, elles ne sont pas adaptées.		
	jusqu'à 125 000			105 000
	de 125 001 à 160 000			85 000
	de 160 001 à 195 000			65 000
	de 195 001 à 230 000			45 000
	de 230 001 à 265 000			25 000
	de 265 001 à 300 000	5 000		
	dès 300 001	0		

A la lecture des chiffres, on constate qu'avec un arrondi à la centaine la plus proche, la plupart des montants doivent être adaptés. La compensation des effets de la progression à froid aurait ainsi un impact pour la majorité des contribuables concernés par ces déductions.

4. Barèmes

Le barème de l'impôt sur le revenu a été indexé et génère une diminution d'impôt pour tous les contribuables. De plus, le seuil d'imposition a été adapté et ce dernier passe ainsi de 5100 francs à 5200 francs avec l'arrondi à la centaine la plus proche.

Ancien barème			Nouveau Barème		
Revenu	Taux IC	Majoration	Revenu	Taux IC	Majoration
0	0.0000	0.0000	0	0.0000	0.0000
5 100	1.0000	0.0261	5 200	1.0000	0.0259
17 300	4.1730	0.0149	17 500	4.1745	0.0147
31 000	6.2104	0.0110	31 400	6.2139	0.0108
47 700	8.0433	0.0069	48 300	8.0352	0.0069
63 000	9.0986	0.0065	63 800	9.1042	0.0064
76 700	9.9862	0.0036	77 600	9.9846	0.0036
100 900	10.8571	0.0033	102 100	10.8662	0.0032
127 200	11.7247	0.0030	128 700	11.7172	0.0030
154 200	12.5340	0.0023	156 000	12.5355	0.0023
178 900	13.1014	0.0016	181 000	13.1097	0.0015
203 900	13.5000	0.0000	207 100	13.5000	0.0000

Le barème de l'impôt sur la fortune a été repensé et entièrement modifié en 2021. Par conséquent, il n'est pas adapté.

5. Incidences financières

Pour le canton

L'incidence financière de la compensation des effets de la progression à froid déterminée selon les modalités de calcul exposées sous le point 3 est la suivante au titre de l'impôt cantonal de base, sur la base des statistiques fiscales officielles au 30.06.2021:

a) Sur le revenu:

> Barème de l'impôt sur le revenu	4,9 mios
> Déductions sociales pour enfants	0,8 mio
> Autres déductions sociales sur le revenu	0,0 mio
> Déductions sociales pour revenus modestes	0,7 mio
> Coût total modifications sur le revenu	6,6 mios

Le coût total de 6.6 mios ne correspond pas exactement à la somme des coûts de chaque mesure ($4,9 + 0,8 + 0,0 + 0,7 = 6,4$ mios) en raison de la progressivité des déductions et des interactions entre ces dernières.

Les incidences financières ci-dessus sont exprimées en impôt cantonal de base. Le coefficient cantonal de l'impôt sur le revenu doit être appliqué sur les montants ci-dessus. Ainsi, avec le coefficient actuel de 96%, le coût total pour le canton est estimé à 6.3 mios de francs.

b) Sur la fortune:

Comme le barème de l'impôt sur la fortune et les déductions ont été adaptés en 2021, aucune compensation des effets de la progression à froid n'est calculée.

Pour les communes et les paroisses

Pour les communes, l'incidence financière s'élève à environ 80% de l'impôt cantonal de base, soit 5,3 mios de francs.

La perception de l'impôt ecclésiastique est également concernée et l'incidence financière s'établit à environ 10% de l'impôt cantonal de base, soit 0,7 mio de francs.

6. Proposition

Le Conseil d'Etat propose de modifier les déductions sociales et le barème de l'impôt sur le revenu selon la proposition ci-dessus. Il précise également que l'indice de décembre 2021 sera la base de référence pour tous les barèmes et déductions lors de la prochaine analyse, y compris pour les montants qui n'ont pas subi de modification.



Bericht 2022-DFIN-7

15. März 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Ausgleich der Folgen der kalten Progression

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Ausgleich der Folgen der kalten Progression.

Gemäss den Artikeln 40 Abs. 1 und 62a Abs. 1 des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern (DStG) (SGF 631.1) werden bei der Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen die Folgen der kalten Progression periodisch, mindestens aber alle drei Jahre durch eine Anpassung der Tarifstufen und der Sozialabzüge ganz oder teilweise ausgeglichen.

1. Vorschriften über die kalte Progression	4
2. Begründung des Berichts	4
3. Sozialabzüge nach Ausgleich der Folgen der kalten Progression	4
4. Tarife	5
5. Finanzielle Auswirkungen	6
6. Antrag	6

1. Vorschriften über die kalte Progression

Kalte Progression ist die Steuermehrbelastung, die dann eintritt, wenn der Steuertarif nicht an die Entwicklung des Nominaleinkommens angepasst wird. Die höhere Steuerbelastung entsteht dadurch, dass die Steuerprogression zunimmt, ohne dass sich die Kaufkraft erhöht.

Wir erinnern daran, dass die gesetzlichen Vorschriften über den Ausgleich der Folgen der kalten Progression im Jahr 2010 mit Wirkung auf den 1. Januar 2011 geändert wurden. Seitdem müssen die Einkommens- und Vermögenssteuertarife sowie die Sozialabzüge angepasst werden, sobald der Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) seit der letzten Anpassung um mindestens 5% gestiegen ist, mindestens aber alle drei Jahre.

2. Begründung des Berichts

Die Folgen der kalten Progression sind letztmals 2008 mit Wirkung auf den 1. Januar 2009 ausgeglichen worden. Der geltende Referenz-LIK ist also derjenige von Dezember 2007 und liegt bei 102,6374 Punkten. Vergleicht man diesen Index mit demjenigen von Dezember 2021, der bei 103,8 Punkten liegt, so stellt man eine Erhöhung des LIK um 1,1327% fest. Aufgrund der Vorschrift, wonach mindestens alle drei Jahre

ein Ausgleich erfolgen muss, sah sich der Staatsrat gezwungen, diesen Bericht zu verfassen, obwohl die 5%-Grenze noch lange nicht erreicht ist. Nach dem Grundsatz der mindestens alle drei Jahre erfolgenden Anpassung muss nämlich 2022 ein Bericht verfasst werden, damit die entsprechenden allfälligen gesetzlichen Änderungen am 1. Januar 2023 in Kraft gesetzt werden können.

3. Sozialabzüge nach Ausgleich der Folgen der kalten Progression

In der folgenden Tabelle werden die gegenwärtigen Sozialabzüge den Sozialabzügen nach Ausgleich der Folgen der kalten Progression gegenübergestellt, nicht gerundet und auf die nächsten hundert Franken gerundet (ausser beim geringfügigen Abzug für Alleinstehende mit bescheidenem Einkommen ohne Kinder, der aus Gründen der Kohärenz bei der Abzugsgewährung auf die nächsten hundert Franken gerundet wird):

Auch wenn das Runden auf die nächsten hundert Franken zur Folge hat, dass einige Beträge überkorrigiert werden, befürwortet der Staatsrat dies dennoch im Interesse einer besseren Lesbarkeit. Werden die Abzüge ohne Runden angepasst, beeinträchtigt dies die Verständlichkeit des Gesetzes für die Steuerpflichtigen.

Art des Abzugs	Geltender Abzug		Abzug mit Anpassung, nicht gerundet	Abzug mit Anpassung, gerundet
Abzug für Kinder/Waisen:				
– Erstes und zweites Kind (Maximum)		8 500	8 596	8 600
– Ab drittem Kind (Maximum)		9 500	9 608	9 600
– Einkommensgrenze		62 000	62 702	62 700
– Erh. der Einkommensgrenze pro Kind		10 000	10 113	10 100
Unterstützungsbedürftige Person		1 000	1 011	1 000
Studierende, Auszubildende		3 600	3 641	3 600
		Der Abzug wurde 2020 von 2 000 auf 3 600 Franken erhöht.		
Steuerpflichtige Person im Rollstuhl		2 500	2 528	2 500
Pflege zu Hause (Maximum)		9 000	Der Betrag wurde nicht angepasst, da der Maximalabzug für Pflege zu Hause unverändert bleibt.	
Steuerpflichtige Person mit bescheidenem Einkommen:				
– Alleinstehend, ohne Kinder	Max. 4 000/Eink.grenze 20 000		Max. 4 045/Eink.grenze 20 227	Max. 4 100/Eink.grenze 20 300
– Verheiratet/alleinstehend, mit Kindern	Max. 5 000/Eink.grenze 24 000		Max. 5 057/Eink.grenze 24 272	Max. 5 100/Eink.grenze 24 300
– Alleinst. Rentner/innen, ohne Kinder	Max. 9 000/Eink.grenze 24 000		Max. 9 102/Eink.grenze 24 272	Max. 9 100/Eink.grenze 24 300
– Verheiratete oder alleinstehende Rentner/innen mit Kindern	Max. 11 000/Eink.grenze 30 000		Max. 11 125/Eink.grenze 30 340	Max. 11 100/Eink.grenze 30 300
Vermögen Alleinstehende		<i>Vermögen</i>	Die geltenden Vermögenssteuerabzüge wurden 2021 geändert und werden folglich nicht angepasst.	
		<i>Betrag</i>		
		bis 75 000		
		75 001–100 000		
		100 001–125 000		
		125 001–150 000		
		150 001–175 000		
		175 001–200 000		
		ab 200 001		
Vermögen Verheiratete oder Alleinstehende mit Kindern		bis 125 000	Die geltenden Vermögenssteuerabzüge wurden 2021 geändert und werden folglich nicht angepasst.	
		125 001–160 000		
		160 001–195 000		
		195 001–230 000		
		230 001–265 000		
		265 001–300 000		
		ab 300 001		

Bei Betrachtung der Zahlen ist festzustellen, dass die meisten Beträge, die auf die nächsten hundert Franken gerundet sind, angepasst werden müssen. Der Ausgleich der Auswirkungen der kalten Progression würde sich somit für die meisten von diesen Abzügen betroffenen Steuerpflichtigen auswirken.

4. Tarife

Der Einkommenssteuertarif wurde an die Teuerung angepasst, was für alle Steuerpflichtigen zu einer Steuersenkung führt. Ausserdem wurde auch die Freigrenze angepasst und von 5100 Franken auf 5200 Franken angehoben, gerundet auf die nächsten hundert Franken.

Bisheriger Steuertarif			Neuer Steuertarif		
Einkommen	KSt-Satz	Erhöhung	Einkommen	KSt-Satz	Erhöhung
0	0.0000	0.0000	0	0.0000	0.0000
5 100	1.0000	0.0261	5 200	1.0000	0.0259
17 300	4.1730	0.0149	17 500	4.1745	0.0147
31 000	6.2104	0.0110	31 400	6.2139	0.0108
47 700	8.0433	0.0069	48 300	8.0352	0.0069
63 000	9.0986	0.0065	63 800	9.1042	0.0064
76 700	9.9862	0.0036	77 600	9.9846	0.0036
100 900	10.8571	0.0033	102 100	10.8662	0.0032
127 200	11.7247	0.0030	128 700	11.7172	0.0030
154 200	12.5340	0.0023	156 000	12.5355	0.0023
178 900	13.1014	0.0016	181 000	13.1097	0.0015
203 900	13.5000	0.0000	207 100	13.5000	0.0000

Der Vermögenssteuertarif wurde 2021 vollständig überarbeitet und geändert und wird daher nicht angepasst.

5. Finanzielle Auswirkungen

Für den Kanton:

Finanziell wirkt sich der nach den unter Punkt 3 dargelegten Modalitäten errechnete Ausgleich der Folgen der kalten Progression auf der Grundlage der amtlichen Steuerstatistiken per 30. Juni 2021 wie folgt auf die einfache Kantonssteuer aus:

a) Einkommenssteuer:

> Einkommenssteuertarif	4,9 Mio.
> Sozialabzüge für Kinder	0,8 Mio.
> sonstige Sozialabzüge vom Einkommen	0,0 Mio.
> Sozialabzüge für Steuerpflichtige mit bescheidenem Einkommen	0,7 Mio.
> Gesamtkosten Änderungen Einkommenssteuer	6,6 Mio.

Die Gesamtkosten von 6,6 Millionen Franken entsprechen nicht genau der Summe der Kosten der einzelnen Massnahmen (4,9 + 0,8 + 0,0 + 0,7 = 6,4 Mio.), und zwar aufgrund der Progressivität der Abzüge und der Wechselwirkungen zwischen diesen Abzügen.

Diese finanziellen Auswirkungen beziehen sich auf den Betrag der einfachen Kantonssteuer. Der kantonale Einkommenssteuerfuss muss auf die oben stehenden Beträge angewandt werden. So belaufen sich die Gesamtkosten für den Kanton mit dem derzeitigen Steuerfuss von 96% auf schätzungsweise 6,3 Mio. Franken.

b) Vermögenssteuer:

Da der Vermögenssteuertarif und die Abzüge 2021 angepasst wurden, wird kein Ausgleich der Auswirkungen der kalten Progression berechnet.

Für die Gemeinden und Pfarreien

Für die Gemeinden machen die finanziellen Auswirkungen rund 80% der einfachen Kantonssteuer aus, also 5,3 Mio. Franken.

Auch der Bezug der Kirchensteuer wird davon berührt, die finanziellen Auswirkungen machen rund 10% der einfachen Kantonssteuer aus, also 0,7 Mio. Franken.

6. Antrag

Der Staatsrat beantragt, die Sozialabzüge und die Steuertarife gemäss dem Vorschlag weiter oben zu ändern. Er erklärt auch, dass der Index von Dezember 2021 bei der nächsten Analyse die Bezugsgrundlage für alle Tarife und Abzüge sein wird, auch für Beträge, die keine Änderungen erfahren haben.
